



# DECLARATION DES ÉLUS CGT EDUC'ACTION A LA CAPA D'INSTALLATION

Madame la Rectrice,  
Mesdames et Messieurs les membres de la CAPA,  
Chèr·es collègues,

A l'ouverture de cette CAPA d'installation, La CGT-Educ'action tient à revenir sur les élections professionnelles : occasion pour tous les personnel·les de choisir leurs représentant·es dans toutes les instances de la Fonction publique.

Au vu du déroulement de la campagne et de la semaine de vote, la CGT Educ'action conteste le maintien du vote électronique et demande sa suppression au profit d'un vote papier à l'urne. En effet, la procédure informatique ne remplit toujours pas ses promesses de simplicité et de transparence et ce malgré le travail immense qu'elle impose aux personnels du rectorat, des établissements et aux organisations syndicales. Le vote électronique imposé constitue, de plus un obstacle pour bon nombre de collègues, et en particulier pour les personnels les plus précaires : contractuels, AED ou AESH...

Au niveau de l'Académie, nous tenons à remercier les personnel·les qui ont exprimé leur confiance à la CGT Educ'action et lui ont permis de conserver deux sièges à cette CAPA du corps des PLP.

Cette première réunion paritaire est aussi pour la CGT l'occasion de rappeler son attachement au paritarisme. Le gouvernement entend vider celui-ci de son contenu. Ce serait une transformation profonde du dialogue social, que la C.G.T ne peut accepter car les commissions paritaires constituent un outil essentiel pour la vie des agents et la gestion transparente de leur carrière.

La politique sociale et économique mise en œuvre par le gouvernement et contre laquelle se mobilise une partie de plus en plus grande de notre société, se traduit depuis plusieurs années, dans notre système éducatif, par une avalanche de réformes dont les plus récentes sont celles du lycée aussi bien professionnel que général. Ces dernières réformes organisent le tri social par une orientation de plus en plus précoce et irréversible de l'élève, conduisent à une dégradation des conditions d'enseignement et une inégalité territoriale contraire aux principes de Service Public. Ces réformes obéissent à des considérations budgétaires, elles abandonnent l'objectif prioritaire de réduction des inégalités et conduisent à un appauvrissement de l'offre éducative.

Confronté à une mobilisation sociale à laquelle, il ne sait ni ne veut répondre, le pouvoir agite la menace de la répression et choisit la mise en place d'une nouvelle loi attaquant la liberté de manifestation. La CGT Educ'action déplore les pressions exercées sur les personnels et les élèves mobilisés contre les réformes des lycées.

Pour les semaines à venir, la CGT Educ'action continuera à soutenir les professeurs mobilisés contre la politique de destruction de l'enseignement professionnel public.

Les élus CGT Educ'action